

Ci-dessous la déclaration de la délégation CGT au CRE Limousin du 23 Juin 2016:

Depuis maintenant plus de 3 mois, 7 organisations syndicales de salariés et de jeunesse militent pour que le projet de loi scélérate de « dumping social » soit abandonné.

La CGT AFPA du Limousin a décortiqué les plus de 130 pages du projet et participe activement, avec d'autres, au mouvement pour son retrait.

Sa position n'est pas établie sur des présupposés mais sur la réalité du contenu du texte.

Cette loi est néfaste pour tous les salarié(e)s du privé comme du public, mais aussi pour la jeunesse qui va entrer dans le monde du travail. Elle aura également des conséquences néfastes pour la protection sociale et donc sur les retraités.

La majorité des syndicats la refuse en bloc, d'autres dénoncent l'article 2 et enfin au sein de ceux qui la défendent des syndicats ou des fédérations la rejettent.

Pour autant, tout est fait pour nous l'imposer à tout prix, y compris par le déni de démocratie. Ce passage en force montre à quel point les buts à atteindre sont essentiels à la politique d'austérité qui oppose les intérêts des travailleurs aux 1% de pilleurs.

A l'AFPA, cette loi pourrait avoir des conséquences directes sur les salarié(e)s. En inversant la hiérarchie des normes, un accord d'entreprise pourrait être moins favorable que la convention collective. Concrètement, dans le tumulte actuel au sein de l'AFPA, la direction pourrait négocier des accords encore plus mauvais que la convention collective qui existe dans notre secteur.

Et c'est bien cela le danger !

Pour exemple, en ces temps de futurs départs en congés, cette loi donnerait la possibilité de refuser ou déplacer les congés jusqu'à 3 jours avant le départ du salarié !

Donc, nous avons lu la loi, et surtout nous avons le tort de l'avoir comprise !

Nous tenons, aussi, à dénoncer l'attitude du gouvernement qui criminalise les manifestants en les associant aux « casseurs » voire même indirectement à la barbarie de DAESH.

Ces accusations sont indignes ! Les militants CGT ne sont pas des voyous et encore moins des terroristes !

En fait, la réalité est que le gouvernement fait tout pour que les manifestations dégénèrent ce qui lui sert, entre autres, à pouvoir jeter ce discrédit !

La cacophonie hier sur l'interdiction de manifester à Paris puis à son autorisation suivant un tracé choisi par M. Cazeneuve n'est pas fait pour rassurer sur la parole gouvernementale.



Rappelons que le droit de manifester est un principe fondamental de toute démocratie, et que c'est à l'Etat d'assurer la sécurité des manifestants, les syndicats n'ont pas de pouvoir de « police » et n'ont pas la charge du « maintien de l'ordre », tout débordement serait imputable au seul gouvernement.

Cette cacophonie vient, comme par écho, à ce qu'il se passe à l'AFPA !

Le président Barou, à l'instar de celui de la République, nous laisse croire que « tout va mieux » !

Mais il veut sûrement dire « tout va mieux que demain ! ».

En effet, chaque année est pire que la précédente et malgré ces tentatives de méthode Coué, l'évolution de l'AFPA n'est toujours pas clarifiée !

Vu les attermoissements du gouvernement hier, et vu les attermoissements pour l'AFPA entre Bercy et Matignon comment se projeter dans l'avenir !

Vous nous avez « vendu », il y a quelques mois, le positionnement du centre d'Egletons comme centre national stratégique TP. Qu'en est-il aujourd'hui ? Pourquoi Egletons a-t'il disparu des listes « centre nationaux » ?

Vous nous avez vanté le plan 500 000, il devait « booster » nos activités, mais pour l'heure rien en vue !

Peut-être en fin d'année !

Mais alors quid de vos estimations dans le budget ?

Pourtant les salarié(e)s font tout pour maintenir le « bateau » à flot, ils repoussent leurs congés, les décalent, restent plus tard, font d'énormes sacrifices pour que les stagiaires puissent recevoir une formation digne de ce nom.

Mais vous continuez à en réduire le nombre, vous nous maintenez dans l'incertitude, vous nous déplacez comme de simples objets, vous changez les organisations de travail avant même que celle mise en place peu de temps avant soit effective, vous faites fi des relations avec les représentants du personnel.

La situation ne va pas mieux, elle empire !

L'arrivée d'un nouveau DRH n'est pas faite pour apaiser l'inquiétude, surtout quand on connaît son parcours et son « travail » à radio France. Effectivement avant son passage les salarié(e)s de radio France pouvait dire « ça va mieux que demain ».

La délégation CGT demande, donc, que la loi travail soit retirée et que les salarié(e)s de l'AFPA aillent mieux !



•
•

[EGLETONS : l'intersyndicale CGT, FO et CFDT de l'AFPA du Limousin écrit au Président de la République](#)

[Partager sur Facebook](#)

[Twitter](#)